

SOCIÉTÉ DES NATIONS
LEAGUE OF NATIONS

INSTITUT INTERNATIONAL DE ROME POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVÉ
INTERNATIONAL INSTITUTE AT ROME FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW

AVANT-PROJET D'UNE LOI INTERNATIO-
NALE SUR L'ARBITRAGE EN DROIT PRIVÉ

(NOUVELLE RÉDACTION)

PRELIMINARY DRAFT OF AN INTER-
NATIONAL LAW ON ARBITRATION

(NEW REDACTION)

AVANT-PROJET D'UNE LOI INTERNATIONALE
SUR L'ARBITRAGE EN DROIT PRIVÉ

(NOUVELLE RÉDACTION)

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI.

Article 1. — La présente loi est applicable lorsque les parties, au moment où la convention arbitrale est conclue, ont leur résidence habituelle en des pays différents où la présente loi est en vigueur. La loi est applicable en ce cas à supposer même que lors de la naissance du litige les parties aient leur résidence habituelle dans le même pays.

Si l'une des parties est une personne juridique ou une société, on entend par résidence habituelle de cette partie le lieu où est situé l'établissement qui a conclu la convention arbitrale, même si cet établissement n'est qu'une succursale.

La nationalité des parties n'est pas prise en considération.

La présente loi est également applicable toutes les fois que les parties en ont stipulé l'application.

Article 2. — Les parties peuvent exclure l'application de la présente loi.

LA CONVENTION ARBITRALE.

Article 3. — Toutes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition.

Une convention arbitrale visant des contestations futures n'est valable que si elle concerne les contestations qui découlent d'un contrat ou autre rapport de droit déterminé.

Article 4. — La preuve d'une convention arbitrale ou de modifications à une convention arbitrale doit être faite par écrit. Elle peut égale-

PRELIMINARY DRAFT OF AN INTERNATIONAL
LAW ON ARBITRATION

(NEW REDACTION)

THE SCOPE OF THE LAW.

Article 1. The present law shall apply when, at the time an arbitration agreement is concluded, the parties thereto have their respective habitual residences in different countries where the present law is in force. This law shall apply in such a case even when at the time a dispute arises the parties have their habitual residences in the same country.

If one of the parties is a corporation or a partnership firm its habitual residence shall be deemed to be the place of the situation of the establishment that has made the arbitration agreement, even if such establishment is only a branch.

The nationality of the parties shall not be taken into consideration.

The present law shall also apply whenever the parties have so provided.

Article 2. The parties to an arbitration agreement may exclude the application of the present law.

THE ARBITRATION AGREEMENT.

Article 3. Any person may submit to arbitration any rights which he is competent to dispose of.

An arbitration agreement respecting future differences shall only be valid if it relates to disputes arising out of a contractual or other form of established legal relationship.

Article 4. An arbitration agreement or any modifications thereof must be proved by writing. They may also be proved by the minutes of

ment résulter du procès-verbal des arbitres ou de la sentence arbitrale, s'il ressort de ces documents que les parties, par leur conduite, ont implicitement admis l'existence de la convention ou de ses modifications.

Article 5. — Une partie ne peut plus invoquer une convention arbitrale, en ce qui concerne une contestation donnée, lorsqu'elle a manifesté sa volonté de ne pas s'en prévaloir ou de ne pas être liée par cette convention.

Le fait de demander en justice une mesure conservatoire n'empêche pas d'invoquer une convention arbitrale.

Article 6. — La convention arbitrale n'est pas valable si elle confère à l'une des parties une situation privilégiée en ce qui concerne la désignation des arbitres.

LA JURIDICTION ARBITRALE.

Article 7. — L'arbitre ou les arbitres peuvent être désignés soit dans la convention arbitrale soit postérieurement à cette convention.

Si la convention ne dit pas en quel nombre et comment les arbitres doivent être désignés, chacune des parties désigne un arbitre.

Sauf stipulation contraire, lorsque les arbitres sont en nombre pair, ils désignent avant d'entrer en fonction un autre arbitre qui est de droit le président de leur juridiction; lorsqu'ils sont en nombre impair, ils désignent parmi eux le président de la juridiction arbitrale. Faute d'accord entre les arbitres, ces désignations sont faites par le tribunal à la requête d'une des parties.

Article 8. — La partie qui se prévaut de la convention arbitrale précise la contestation qu'elle soulève et, s'il y a lieu, désigne son arbitre. Elle en donne avis à la partie adverse et, s'il y a lieu, à la personne qui, en vertu de la convention arbitrale, est chargée de désigner un arbitre. Ces notifications peuvent être faites par lettre recommandée.

Article 9. — Si la partie adverse ou la personne invitée à désigner un arbitre ne l'a pas fait dans un délai de trente jours francs, le tribunal désigne cet arbitre. Si la notification est faite par lettre recommandée, le délai court du jour où la lettre a dû normalement arriver à destination. La convention arbitrale peut apporter des modifications à ces règles.

the arbitrators or by the award, if it appears from these documents that, by their conduct, the parties have impliedly admitted the existence of such an agreement or modifications thereof.

Article 5. A party may no longer rely on an arbitration agreement in so far as it relates to a particular difference, where he has shown his intention not to rely thereon or not to be bound thereby.

The fact of claiming interim measures of protection shall not prevent an arbitration agreement from being relied on.

Article 6. An arbitration agreement shall not be valid if it gives one of the parties thereto a privileged position with regard to the appointment of arbitrators.

THE ARBITRAL TRIBUNAL.

Article 7. The arbitrator or arbitrators may be appointed either by the arbitration agreement itself or after it has been entered into.

If the agreement does not state the number and manner of appointment of the arbitrators each party shall appoint an arbitrator.

Unless otherwise agreed when there is an even number of arbitrators, they shall, before entering on the reference, appoint another arbitrator who shall as of right be president of the arbitral tribunal; when an odd number of arbitrators has been appointed they shall appoint one of themselves to act as president of the arbitral tribunal. In case the arbitrators cannot agree thereon, such appointment shall be made by the court at the request of one of the parties.

Article 8. The party who invokes an arbitration agreement shall state the difference he proposes to submit and, if need be, shall appoint his arbitrator giving notice thereof to the other party, and if need be, to the person who, by virtue of the arbitration agreement has the duty of appointing an arbitrator.

Such notices may be given by registered letter.

Article 9. If the party who has received notice to appoint an arbitrator, or if the person invited to appoint, shall not have done so within 30 clear days the court shall appoint such arbitrator. If notice is given by registered letter time shall run from the day when the letter would normally have arrived at its destination. The arbitration agreement may modify the rules contained in this article.

Article 10. — Sauf stipulation contraire, si un arbitre meurt ou devient incapable ou donne sa démission, il est pourvu à son remplacement de la même manière qu'il avait été désigné, conformément aux articles 8 et 9; si l'arbitre est récusé ou révoqué, le nouvel arbitre est désigné par le tribunal.

Toutefois, si l'arbitre avait été désigné nommément dans la convention arbitrale elle-même en raison de ses qualités personnelles, et que les parties ne s'entendent pas pour le remplacer, la convention arbitrale, sauf stipulation contraire, devient caduque. Elle demeure cependant valable en ce qui concerne une contestation future si, au moment où celle-ci vient à surgir, l'empêchement de l'arbitre a pris fin.

Article 11. — Toute personne peut être désignée comme arbitre, sauf stipulation contraire. La nationalité de l'arbitre n'est pas prise en considération.

Le décès d'une partie ne met pas fin à la fonction de l'arbitre qu'elle a désigné, à moins que les parties n'en aient stipulé autrement.

Article 12. — Un arbitre peut être récusé lorsqu'il n'a pas atteint l'âge de la majorité ou lorsque, en raison d'une condamnation par lui encourue, ou pour défaut de discernement, maladie, absence ou pour quelque autre motif, l'arbitre ne saurait accomplir sa fonction de façon satisfaisante ou dans un délai raisonnable.

L'arbitre désigné par le tribunal, par les autres arbitres ou par un tiers peut en outre être récusé s'il existe quelque circonstance susceptible d'inspirer des doutes sur son impartialité ou son indépendance. Le président de la juridiction arbitrale peut être récusé pour la même cause.

Article 13. — La demande de récusation doit être adressée à la juridiction arbitrale par une partie avant le prononcé de la sentence, et aussitôt que cette partie a eu connaissance du motif de récusation.

Si la juridiction arbitrale rejette la demande de récusation, cette décision peut être attaquée devant le tribunal.

Sauf stipulation contraire, une partie ne peut récuser l'arbitre par elle désigné que pour cause survenue après cette désignation.

Article 10. Unless otherwise agreed if an arbitrator shall die or become incapable of acting, or shall resign, he may be replaced, in the same manner as that in which he was appointed in accordance with articles 8 and 9 hereof; if an arbitrator has been disqualified, or if his appointment is revoked, a new arbitrator shall be appointed by the court.

If, however, the arbitrator was appointed by name in the arbitration agreement, because of his personal qualifications, and the parties to the arbitration agreement cannot agree upon a substitute, then, unless otherwise agreed, the arbitration agreement shall be inoperative. It shall however remain valid in so far as it relates to future differences, provided that, as and when such differences occur, the disqualification of the arbitrator shall have ceased to exist.

Article 11. Unless otherwise agreed any person may be appointed as arbitrator. The nationality of an arbitrator shall not be taken into account.

An arbitrator shall not be discharged by the death of the party who has appointed him unless the parties to the arbitration agreement have otherwise provided.

Article 12. An arbitrator may be disqualified from acting when he has not attained his majority or when, owing to conviction of a crime or mental incapacity, illness, absence or other cause he is unable to fulfil his office satisfactorily, or cannot fulfil it within a reasonable time.

The arbitrator appointed by the court or by the other arbitrators or a third party may further be disqualified from acting if any circumstances exist capable of casting doubt on his impartiality or independence. The president of the arbitral tribunal may also be disqualified from acting for such reasons.

Article 13. A challenge on the ground of disqualification must be addressed by a party to the arbitral tribunal before the award is made, and as soon as such party has become aware of the ground for his challenge.

An appeal lies to the court from the decision of the arbitral tribunal refusing to give effect to a challenge. In the absence of an agreement to the contrary a party may not challenge an arbitrator appointed by him except for some reason that has occurred after the appointment.

Article 14. — Si un arbitre, ayant accepté sa fonction, tarde indûment à la remplir, le tribunal peut le révoquer.

PROCÉDURE DE L'ARBITRAGE.

Article 15. — Les parties fixent le lieu de l'arbitrage et les formes et délais de la procédure à suivre par la juridiction arbitrale. Si elles ne l'ont pas fait avant le moment où les arbitres ont accepté leur fonction, il appartient à la juridiction arbitrale de le faire.

Article 16. — Le président de la juridiction arbitrale règle la police des audiences et dirige les débats. Il prend soin des convocations et autres questions matérielles d'organisation de la procédure.

Article 17. — La juridiction arbitrale, si la convention ne l'autorise pas à juger sur pièces, doit donner aux parties la possibilité de comparaître et de faire valoir leur cause. Les parties peuvent être convoquées par lettre recommandée. Si une partie, sans empêchement légitime, ne comparait pas, la juridiction arbitrale peut néanmoins examiner l'affaire et trancher la contestation.

Nonobstant toute clause contraire, la juridiction arbitrale peut admettre le droit pour les parties de se faire représenter ou assister par des tiers.

Article 18. — La juridiction arbitrale, même autorisée à juger sur pièces, peut entendre des témoins ou des experts pour s'éclairer sur le litige.

Article 19. — Si la juridiction arbitrale estime nécessaire un acte auquel elle ne peut pas procéder elle-même, cet acte est accompli par l'autorité compétente, à la requête de l'une des parties.

Article 20. — La juridiction arbitrale peut, selon les circonstances, procéder à l'instruction et au jugement du litige ou y surseoir, si l'une des parties vient à alléguer que l'arbitrage ne doit pas avoir lieu ou que la procédure arbitrale doit être suspendue. Elle peut même d'office surseoir à l'instruction et au jugement du litige s'il existe un motif suffisant pour prendre cette mesure.

Article 14. If an arbitrator having accepted his office, shall unduly delay to fulfil it, the court may, at the request of one of the parties, revoke his appointment.

THE PROCEDURE IN THE ARBITRATION.

Article 15. The parties shall settle the place of the arbitration and the procedure to be followed by the arbitral tribunal, and if they have not done this before the arbitrators have accepted their appointment the arbitral tribunal itself shall have the right to do so.

Article 16. The president of the arbitral tribunal shall regulate the conduct of the hearings and control the course of the arguments. He shall provide for the issue of summons and shall deal with other formal procedural matters.

Article 17. If the arbitration agreement does not authorise the arbitral tribunal to determine the difference on written evidence only, the arbitral tribunal shall give each party the opportunity of appearing before it and proving his case. Such parties may be summoned by registered letter. If, without legitimate excuse, any party fails to appear, the tribunal may nevertheless examine the dispute and proceed to its award.

The arbitral tribunal may, notwithstanding any clause to the contrary in the arbitration agreement, admit the right of a party to be represented or assisted by others.

Article 18. The arbitral tribunal, even if authorized to adjudicate solely on written evidence may hear witnesses or experts for the purpose of obtaining any information required for the determination of the dispute.

Article 19. If the arbitral tribunal cannot perform an act that it deems necessary, such act may be accomplished by the competent authority at the request of one of the parties to the arbitration agreement.

Article 20. The arbitral tribunal may, according to the circumstances of the case, proceed with the conduct of the case and to the award, or adjourn the arbitration or the award, if one of the parties has alleged that the arbitration ought not to take place, or that the arbitral proceedings should be suspended; and it may adjourn the conduct of the case or the award even of its own accord if there be sufficient reason therefor.

Article 21. — Sauf stipulation contraire, la convention arbitrale devient caduque, pour la contestation soulevée en l'espèce, si la sentence n'est pas rendue dans l'année à partir du jour où la convention arbitrale a été conclue. S'il s'agit d'une convention arbitrale visant des contestations futures, le délai part du jour où l'application de la convention a été demandée.

Le délai peut être prorogé par les parties ou, s'il existe une raison spéciale de le faire, par le tribunal.

Les dispositions du présent article peuvent être modifiées par la convention des parties.

LA SENTENCE ARBITRALE.

Article 22. — La sentence est rendue à la majorité absolue des voix, après une délibération à laquelle tous les arbitres doivent assister en personne. Si une majorité absolue ne peut pas se former, la voix du président est prépondérante. Toutefois, si le président est un arbitre désigné par une seule des parties, la convention en pareil cas devient caduque en ce qui concerne la contestation soulevée en l'espèce. Il en est de même si la juridiction arbitrale se compose de deux arbitres et que ceux-ci ne parviennent pas à s'entendre. Les dispositions du présent alinéa peuvent être modifiées par la convention arbitrale.

La sentence est rédigée par écrit et signée par les arbitres. La signature de la majorité ou, en cas de partage, celle du président de la juridiction arbitrale, suffit si la sentence constate les motifs pour lesquels les signatures des autres arbitres font défaut. La sentence indique le lieu et la date où elle est rendue.

Article 23. — La juridiction arbitrale peut prononcer une sentence partielle, et réserver pour une autre sentence d'autres points contestables du litige, si cela est possible sans préjudice pour les parties.

Article 24. — Le président de la juridiction arbitrale dépose la sentence au lieu prévu par la convention arbitrale ou, faute d'une telle stipulation, en un lieu déterminé par la juridiction arbitrale. Il donne avis de ce fait aux parties et leur communique le dispositif de la sentence par lettre recommandée.

Article 21. Unless otherwise agreed, an arbitration agreement shall become inoperative, as regards any particular difference referred to the arbitrators, if the award is not made within the period of one year from the date when the arbitration agreement was concluded. In the case of an arbitration agreement respecting future differences time shall run from the day when the arbitration agreement was invoked.

Such period may be extended by the parties to the arbitration agreement, or, where there is some special reason, by the court.

The provisions of this article may be modified by agreement between the parties.

THE AWARD.

Article 22. The award shall be made by an absolute majority of votes after a session at which all the arbitrators must be present in person. If an absolute majority cannot be obtained the president's vote shall prevail. If, however, the president is an arbitrator who has been appointed by one party only, the arbitration agreement shall, so far as that particular dispute is concerned, become inoperative. The same rule shall apply if the arbitral tribunal is composed of two arbitrators who fail to agree. The provisions of this paragraph may be modified by the arbitration agreement.

The award shall be reduced to writing and signed by the arbitrators. The signature of the majority or, in the case where no majority is obtainable, that of the president of the arbitral tribunal shall suffice if the award sets forth the reasons why the signatures of the other arbitrators are lacking.

The award shall indicate the place where and date when it is given.

Article 23. The arbitral tribunal may, if it can do so without prejudice to the parties to the arbitration agreement, make a partial award reserving some disputed questions for a further award.

Article 24. The president of the arbitral tribunal shall deposit the award in the place provided by the arbitration agreement, or, if no such place is indicated therein, at some place settled by the arbitral tribunal itself; he shall inform the parties of this fact and communicate to them the operative provisions of the award by registered letter.

EXÉCUTION DE LA SENTENCE.

Article 25. — La sentence ne peut faire l'objet d'une procédure d'exécution forcée qu'après avoir été déclarée exécutoire par l'autorité judiciaire. L'autorité judiciaire saisie d'une demande d'exequatur donne aux parties, avant de statuer, la possibilité de se faire entendre.

Article 26. — L'autorité judiciaire refuse d'office l'exequatur si la sentence est contraire à l'ordre public ou si les arbitres se sont prononcés sur un point qui ne pouvait pas être soumis à arbitrage d'après la loi du pays où l'exequatur est demandé.

L'autorité judiciaire refuse également l'exequatur si, dans un pays où la présente loi est en vigueur, la sentence a déjà été revêtue d'un exequatur ou si l'autorité saisie dans l'un de ces pays a sursis à sa décision conformément à l'article 27.

Article 27. — L'autorité judiciaire surseoit à l'exequatur si la partie assignée rend vraisemblable qu'il existe à son profit un motif d'annulation de la sentence.

Lorsqu'un motif d'annulation est invoqué, l'autorité judiciaire, si elle accorde néanmoins l'exequatur, peut subordonner à une caution l'exécution de la sentence pendant l'instance en annulation.

Article 28. — Lorsqu'une sentence a été déclarée exécutoire par l'autorité judiciaire dans l'un des pays où la présente loi est en vigueur, elle peut faire l'objet d'une procédure d'exécution forcée dans l'un quelconque de ces pays.

L'exécution forcée est néanmoins refusée si la sentence est contraire à l'ordre public du pays où l'exécution est demandée ou si la sentence a été rendue dans une matière pour laquelle la loi de ce pays n'admet pas le recours à arbitrage.

ANNULATION DE LA SENTENCE.

Article 29. — La sentence est annulée dans les cas suivants:

- 1) s'il n'existe pas une convention arbitrale valable;

THE ENFORCEMENT OF THE AWARD.

Article 25. An award may only be enforced when it has been declared executory by a judicial authority. Any judicial authority from whom leave to issue execution is claimed shall, before making its decision, give the parties the opportunity of being heard.

Article 26. A judicial authority shall, of its own accord, refuse leave to issue execution, if the award is contrary to public policy or if the arbitrators have decided some question that was not capable of being submitted to arbitration according to the law of the place where leave to issue execution has been claimed.

A judicial authority shall also refuse leave to issue execution if, in a country where the present law is in force, leave has already been given to issue execution to the award, or if the authority concerned in one of such countries has adjourned its decision in accordance with article 27 hereof.

Article 27. A judicial authority may adjourn the consideration of an application for leave to issue execution if a party cited to appear shows that he has a *prima facie* case for setting aside the award.

If, when a reason for setting aside an award has been invoked, a judicial authority nevertheless gives leave to issue execution, it may require the party claiming execution to give security, pending proceedings for setting aside the award.

Article 28. When leave has been given to issue execution of an award by a judicial authority of one of the countries in which the present law is in force, the award may be the subject of proceedings for enforcement in any one of such countries.

Enforcement shall nevertheless be refused if the award is contrary to public policy in the country where execution is claimed or if it has been made in respect of some matter which the law of such country does not permit to be submitted to arbitration.

SETTING ASIDE THE AWARD.

Article 29. The award shall be set aside in any of the following cases:

- 1) If there is no valid arbitration agreement;

2) si la sentence a été rendue par une juridiction arbitrale irrégulièrement constituée ou que la récusation d'un arbitre ait été à tort refusée;

3) si la juridiction arbitrale a excédé sa compétence ou ses pouvoirs; toutefois l'annulation de la sentence peut en ce cas n'être que partielle;

4) si la procédure n'a pas été conduite impartialement;

5) si la sentence a été rendue après l'expiration du délai prévu à l'art. 21;

6) si la sentence n'est pas signée conformément aux dispositions de l'art. 22;

7) s'il s'agit d'une sentence partielle, lorsque l'une des parties subit un préjudice de ce fait;

8) si la sentence n'est pas motivée, lorsque les parties ont stipulé qu'elle serait pourvue de motifs.

Article 30. — La sentence est en outre annulée, si les arbitres n'ont pas respecté les règles du droit, lorsque les parties ont expressément stipulé qu'ils appliqueraient ces règles.

Article 31. — La sentence peut être annulée si la juridiction arbitrale a omis de statuer sur l'un des points à elle soumis. Le tribunal, s'il maintient en ce cas la sentence, est compétent pour régler les points non tranchés par la juridiction arbitrale, s'il trouve l'affaire en état et que l'une des parties dépose des conclusions en ce sens.

Le tribunal peut également, à la requête de l'une des parties, renvoyer la sentence à la juridiction arbitrale, pour que celle-ci, dans un délai par lui fixé, rende une sentence complémentaire.

Une erreur purement matérielle dans la sentence peut être corrigée par le tribunal.

Article 32. — La sentence est annulée si elle a été obtenue par la fraude de l'une des parties, ou si elle est fondée sur une preuve reconnue fausse, ou si elle a été rendue dans l'ignorance d'une pièce qui présente une importance décisive et que le demandeur n'a pas été dans la possibilité de produire avant que la sentence soit rendue.

Article 33. — L'annulation de la sentence doit être demandée par une partie dans un délai de soixante jours francs à partir du jour où cette

2) If the award has been made by an irregularly constituted arbitral tribunal, or a challenge to an arbitrator has been wrongly disallowed;

3) If the arbitral tribunal has exceeded its jurisdiction or its powers; in such a case, however, the setting aside may be merely partial;

4) If the proceedings have not been conducted with impartiality;

5) If the award has been made after the expiration of the period fixed by the parties to the arbitration agreement, or by article 21 hereof;

6) If the award has not been signed in accordance with the terms of art. 22;

7) If one of the parties has been prejudiced by reason of the award being only a partial one;

8) If no reasons have been given for the award when the parties to the arbitration agreement have agreed that the award should contain such reasons.

Article 30. The award shall also be set aside if, contrary, to the express stipulation of the parties, the arbitrators have not respected the rules of law.

Article 31. An award may also be set aside if the arbitral tribunal has failed to give a decision on one of the questions submitted to it. If, however, the court upholds the award in such a case, it shall be competent to determine the questions left unsettled by the arbitral tribunal if the question is ripe for such determination and one of the parties makes an application for this purpose.

The court may also, at the request of one of the parties to the arbitration agreement, remit the award to the arbitral tribunal in order that it may, in a period fixed by the court, make a supplementary award.

A purely clerical error in an award may be corrected by the court.

Article 32. The award shall be set aside if it has been obtained by the fraud of one of the parties to the submission, or if it is based on evidence which has been proved false, or if it has been made in ignorance of some document that is of decisive importance and which the person claiming to avoid the award was unable to produce before the award was given.

Article 33. An application to set aside an award must be made within a period of sixty clear days from the date that the party making

partie a dû normalement recevoir la communication à elle faite par les arbitres du dispositif de la sentence.

Dans le cas de l'article 32, la nullité doit être demandée dans un délai de rigueur de quatre-vingt-dix jours francs à dater de la découverte de la fraude ou du faux ou des pièces nouvelles. Elle cesse de pouvoir être demandée lorsque trois années se sont écoulées depuis la date de la sentence.

Article 34. — La sentence ne peut être annulée à la requête d'une partie si cette partie doit être considérée comme ayant renoncé par sa conduite à faire valoir le vice qu'elle invoque.

Si au moment où un vice est intervenu une partie a exprimé des réserves formelles, cette partie ne peut être considérée comme ayant renoncé à faire valoir ce vice.

La désignation par elle d'un arbitre n'enlève pas à une partie le droit d'alléguer l'incompétence de la juridiction arbitrale.

FRAIS ET HONORAIRES.

Article 35. — Sauf stipulation contraire, la sentence se prononce sur les frais de l'arbitrage et sur les honoraires des arbitres, et elle fixe qui doit en supporter la charge. La juridiction arbitrale peut toutefois remettre au tribunal la fixation des honoraires des arbitres.

Les parties sont solidairement responsables du paiement des honoraires et frais des arbitres.

La décision relative à ces honoraires et frais peut être attaquée par une partie indépendamment du reste de la sentence dans le délai fixé à l'article 33 al. 1.

JURIDICTION COMPÉTENTE.

Article 36. — Le tribunal compétent pour statuer sur la désignation, la récusation ou la révocation d'un arbitre ou du président de la juridiction arbitrale, ou sur la prorogation du délai de l'arbitrage, ou sur les honoraires et frais des arbitres, est le tribunal prévu par les parties. Faute d'une telle stipulation, le tribunal compétent est celui du lieu de l'arbitrage. Si le lieu de l'arbitrage n'a pas été fixé, le tribunal compétent est celui du lieu où le défendeur a sa résidence habituelle.

Les décisions de ce tribunal ne sont susceptibles d'aucun recours.

the application would normally have received notice from the arbitral tribunal of the operative provisions of the award.

In the cases dealt with by article 32, an application to set aside an award must be made within a maximum period of 90 clear days from the date of the discovery of the fraud or false evidence or new documents; it may not be claimed later than three years from the date of the award.

Article 34. The award cannot be set aside at the request of a party who by his conduct must be deemed to have waived his right to rely on any cause therefor.

If at the time such cause arose, he expressly reserved his rights, a party shall not be deemed to be estopped from relying on such cause.

The appointment of an arbitrator by a party shall not take away his right to allege the incompetence of the arbitral tribunal.

COSTS, EXPENSES AND FEES.

Article 35. Unless otherwise agreed the award shall determine the costs and expenses of the arbitration. It shall also fix the arbitrators' fees and shall state by whom they are to be paid. The arbitral tribunal may however remit the settling of the fees of the arbitrators to the court.

The parties shall be jointly and severally liable for the payment of the fees and expenses of the arbitrators.

The decision relating to such fees and expenses may be attacked by any party independently of the rest of the award, in the time fixed by the first paragraph of article 33.

THE COMPETENT COURT.

Article 36. Any court agreed on by the parties to the arbitration agreement shall be competent to deal with the appointment, the challenging, or the removal of an arbitrator or president of an arbitral tribunal, the extension of the period of the arbitration, or the fees and expenses of the arbitrators. In default of such an agreement, the competent court shall be that of the place of the arbitration. If the place of the arbitration shall not have been agreed on, the competent court shall be that of the place where the defendant has his habitual residence.

No appeal will lie from the decisions of such court.

Article 37. — L'exequatur doit être demandé au lieu prévu par les parties. Faute d'une telle stipulation, il peut être demandé au lieu où le défendeur a sa résidence habituelle, ou au lieu où la sentence a été prononcée, ou en tout autre lieu où le défendeur possède des biens susceptibles de faire l'objet d'une exécution forcée.

L'annulation de la sentence doit être demandée au lieu où l'exequatur a été demandé. Si un exequatur n'a pas été demandé, ou dans le cas de l'article 32, le tribunal compétent pour statuer sur l'annulation de la sentence est celui prévu par les parties ou, faute d'une telle stipulation, le tribunal du lieu où le défendeur a sa résidence habituelle.

Les lois nationales règlent la question des recours contre les décisions rendues sur leurs territoires en matière d'exequatur ou d'annulation des sentences.

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

Article 38. — Lorsque leur forme n'a pas été réglée par la présente loi, les actes de procédure sont accomplis conformément à la loi du pays où ils interviennent.

Article 39. — L'arbitrage est régi par la présente loi, dans la mesure où les dispositions peuvent en être appliquées, lorsque la mission de l'arbitre, en vertu de la convention arbitrale, est simplement d'établir un point de fait, sans se prononcer sur les conséquences de droit qui en résultent.

Article 40. — Les mots « convention arbitrale » ou « stipulation des parties » dans la présente loi comprennent les dispositions du règlement d'arbitrage auquel les parties se sont référées.

Les mots « juridiction arbitrale » comprennent les organes qui peuvent être prévus en dehors des arbitres par la convention arbitrale.

Dans la convention introduisant la loi uniforme on stipulerait en outre que la sentence serait soumise à un simple droit fixe d'enregistrement et qu'une fois ce droit perçu et l'exequatur accordé dans un pays donné, aucun droit ne serait plus perçu si la sentence venait à être invoquée dans un autre pays.

Article 37. An application for leave to issue execution on an award must be made in the place agreed on by the parties. In default of such agreement, it may be made in the place where the defendant has his habitual residence, or in a place where the award has been given, or in any other place where the defendant possesses property capable of being the subject of execution.

An application to set aside an award must be made in the place where leave to issue execution has been claimed. If leave to issue execution has not been claimed, or where the case is regulated by art. 32 hereof, the court competent to deal with the setting aside of the award shall be that agreed on by the parties, or if no such place has been agreed on, the court of the place where the defendant has his habitual residence.

National laws shall govern the question of recourse against decisions with regard to leave to issue execution or the setting aside of awards made in the national territory.

SUPPLEMENTARY PROVISIONS.

Article 38. When the form of any procedure had not been settled by this law, it shall be carried out according to the law of the place where it is required to be performed.

Article 39. The provisions of this law shall be applied as far as possible when, by virtue of the arbitration agreement, the duty of the arbitrator is only to settle questions of fact, without deciding the legal consequences thereof.

Article 40. The words "arbitration agreement" or "agreement of the parties" in the present law shall include the terms of any rules of arbitration incorporated in such agreement by reference.

The words "arbitral tribunal" comprise those organs which have been provided for in addition to the arbitrators by virtue of the agreement of the parties.

In the convention introducing this uniform law it should be provided that an award should be subject to a single fixed registration duty and that once this has been paid leave to execute given in any one country, no further duty should be collected if the award has to be relied on in another country.
